

Quels pouvoirs publics pour une société latérale ?

Respectable Loge, La Justice, Orient de Paris, Région 12

Mots-clefs : Simplification, Citoyenneté renouvelée, Citoyenneté critique

Exposé des motifs

La pandémie actuelle provoque en France, comme dans d'autres pays, une crise sociale et économique ; elle survient dans un contexte traduisant depuis quelques années des fractures dans le tissu social et dans le « vivre ensemble » : manifestation des gilets jaunes, manifestation contre la réforme des retraites, manifestation des personnels de santé...

A ceci s'ajoute une préoccupation plus fondamentale portant sur le respect de l'environnement (le réchauffement climatique) et sur l'épuisement dans un délai prévisible des énergies fossiles, alors que l'énergie nucléaire est de moins en moins acceptée socialement.

Le triptyque républicain « Liberté, Égalité, Fraternité » est mis à mal par la faveur que connaissent les doctrines populistes et l'émergence de mouvements de tendance sectaire : les mouvements évangélistes se développent et l'islam radical ne perd pas de son influence. Les FM doivent s'engager dans un modèle social et un modèle d'organisation des pouvoirs publics conformes à l'idéal républicain.

La représentation de soi dans les représentations collectives.

La gouvernance d'une société qui vit depuis plus de deux mois à travers les réseaux sociaux ne peut plus être la même que celle qui n'avait pour fenêtre sur le monde qu'une télévision prescriptive. Les réunions à travers les plates-formes se sont multipliées. Ces réseaux fonctionnent sans leader déclaré mais avec des influenceurs.

Le GO portera un premier message : Refuser que l'ignorance ne devienne une norme, norme à partir de laquelle est acceptée ou refusée une connaissance :

Le GO s'engage à imposer à ceux qui expriment une parole publique de ne pas surfer sur des opinions mal fondées. Le meilleur moyen pour éviter le populisme est d'exprimer les solutions que l'on propose en présentant en même temps leurs limites et le fait qu'elles ne régleront pas tout

Il nous faudra exiger des politiques des engagements forts en faveur du respect des autres, du respect des principes de tolérance et de laïcité, du respect de ceux qui préconisent des solutions différentes de celles qu'eux-mêmes proposent.

Cet état d'esprit ne vaut pas que pour les politiques : il concerne tous ceux qui sont chargés de responsabilités ayant des incidences sur la vie des autres. Nos institutions et l'organisation de l'Etat exigent une série de changements profonds pour que soient respectés les principes que nous venons d'évoquer

L'organisation des pouvoirs publics.

Les réseaux ont acquis actuellement une extrême puissance : ils transportent d'énormes quantités de données, issues souvent d'objets connectés capables de se réguler sans intervention humaine. Cette puissance comporte des risques mais elle peut être utilisée pour une maîtrise par les citoyens de leurs conditions de vie : production d'énergies vertes- ou pile à hydrogène-locales, transport, télétravail, etc... Ces possibilités exigent de repenser les relations entre un état jacobin et les pouvoirs locaux. L'organisation actuelle est complexe et manque de clarté ; La décentralisation a consisté à enchevêtrer les lieux de décision, l'État est resté omniprésent : on a vu avec la crise actuelle à quel point il est difficile d'associer les élus locaux aux décisions. Cette extrême complexité contribue sûrement à une mauvaise utilisation de la dépense publique. De plus, le dialogue social est de plus en plus négligé et réduit à la gestion des conflits violents.

Affirmer la prééminence du politique. Lutter contre la bureaucratie.

Les administrations des assemblées locales, au moins au niveau des communes, ne se constituent pas comme des entités ayant leur propre politique ; elles exécutent d'une manière à peu près transparente les décisions des élus. Les administrations de l'État fonctionnent souvent selon leur propre rythme et leurs propres règles, retardant les décisions politiques, au risque de leur faire perdre tous leur sens. Au sein de ces administrations, les grands corps de l'État jouent un rôle très important et s'efforcent de s'imposer comme les vrais décideurs des politiques publiques. Ils disposent pour cela de la maîtrise des règlements et des dispositions financières. La superposition de structures décisionnelles aux compétences mal définies et les jeux de pouvoir au sein des administrations ont pour conséquence la multiplication de comportements « bureaucratiques », conduisant à réduire l'efficacité de l'action publique et à une utilisation non optimisée des moyens dégagés par les prélèvements obligatoires.

Affirmer la nécessité de plus de transparence.

Les propositions que nous pouvons faire reposent donc sur plusieurs principes : la subordination réelle des administrations au politique légitimement élu ; la mise en place d'instances de décisions proches des citoyens et réactives ; des institutions transparentes dont les membres sont totalement responsables de leur action ; une ouverture réelle de l'accès aux fonctions de direction pour des profils dont la compétence n'est pas aujourd'hui reconnue. Il appartiendra à ceux qui sont engagés dans le débat politique de formuler des propositions concrètes. Les FM pourront les évaluer à partir de la volonté qu'elles traduiront de mettre fin (ou d'atténuer) les dysfonctions constatées et surtout à partir de leur volonté de faire émerger de nouvelles formes de liens sociaux, adaptés à une société traversée par des flux d'informations hétérogènes.

Toutes les décisions devront tendre à la restauration d'un vrai dialogue républicain et à la reconnaissance de la qualité de citoyen capable de décider à toute personne quelle que soit son origine et sa position sociale. L'école doit plus que jamais développer l'esprit critique pour éviter que l'ignorance vaniteuse ne soit mise sur le même plan que les vraies compétences.

Le débat est ouvert...

Réorganiser les pouvoirs publics vers davantage de clarté pour les citoyens et les adapter à une société qui se latéralise sous l'impact des réseaux, en maintenant les valeurs de la république et en combattant l'ignorance vaniteuse et donc le populisme.